

# **Questions et réponses de Caritas Luxembourg sur des accusations d'abus au sein d'une organisation Caritas en République centrafricaine**

Situation au 20.11.2019

En septembre, nous avons été choqués d'apprendre qu'un prêtre salésien belge travaillant jusqu'à récemment pour une organisation Caritas en République centrafricaine est accusé d'abus. Même si Caritas Luxembourg n'a jamais eu de contacts ou de projets communs avec Caritas République centrafricaine, nous sommes consternés par ce que nous avons appris. Alors que le réseau mondial Caritas Internationalis s'efforce de fournir des informations plus détaillées, nous aimerions partager avec vous l'état actuel de nos connaissances et conclusions. Cette page sera continuellement mise à jour.

## **Que sait-on des allégations ?**

Un Père salésien belge, nommé Directeur de Caritas en République centrafricaine (RCA) en 2015, aurait abusé sexuellement de deux garçons mineurs dans le pays.

Les accusations ont été révélées grâce à une enquête menée par la chaîne de télévision CNN. A la mi-juin 2019, CNN s'est adressée à Caritas Internationalis basée à Rome. Le prêtre salésien accusé a par la suite été démis de ses fonctions de Directeur de Caritas de la République centrafricaine à la fin du mois de juin, après quoi il a rapidement quitté le pays. Il est actuellement dans son pays d'origine, la Belgique. La justice belge enquête.

Pour rappel :

- Caritas Luxembourg fait partie de la Confédération mondiale Caritas Internationalis, qui regroupe plus de 160 organisations Caritas nationales. La confédération mondiale est basée à Rome.
- Caritas République centrafricaine fait également partie de ce réseau en tant qu'organisation juridiquement indépendante.
- Caritas République centrafricaine n'est pas soutenue par Caritas Luxembourg, mais par un certain nombre d'autres partenaires au sein et en dehors du réseau mondial Caritas.

## **Que sait-on de la vie passée du père salésien accusé ?**

A la suite des récentes accusations, on a appris que le Père salésien avait déjà été condamné à 18 mois de prison avec sursis par la justice belge en 2012 pour abus sexuels sur enfants, commis en 2001. En outre, il a été condamné à une interdiction de dix ans de tout contact avec des enfants et des adolescents.

Néanmoins, en 2013, son ordre, les Salésiens, l'a envoyé en mission en République centrafricaine. Là, il a commencé comme directeur de la Caritas diocésaine dans la région de Kaga-Bandoro, avant d'être promu directeur national de Caritas en 2015.

En 2017, une psychothérapeute belge a écrit une lettre à la Confédération mondiale Caritas. La thérapeute, qui avait comme patient à l'époque une victime du prêtre, a exprimé son incompréhension au fait qu'un homme avec une tel passé puisse être engagé dans une

activité lui permettant d'être en contact avec des enfants et des jeunes gens. Les discussions internes qui ont suivi n'ont toutefois pas abouti à sa révocation et n'ont pas non plus permis d'enquêter sur d'éventuels cas d'abus en République centrafricaine.

### **Comment réagissons-nous aux accusations ?**

Nous demandons instamment et sans relâche la tenue d'une enquête exhaustive et indépendante. Par ailleurs, Caritas Luxembourg a demandé à ce que des personnes ayant eu connaissance du passé du Père salésien ainsi que de son nomination comme directeur de Caritas centrafricaine, sans être intervenues, portent les conséquences de leur omission.

Caritas Luxembourg est consternée par ces accusations et demande instamment une clarification complète, indépendante et sans ménagement, qui doit être poussée avec la plus grande transparence par tous les acteurs concernés, en particulier l'Ordre salésien, Caritas République centrafricaine et la Confédération mondiale Caritas Internationalis à Rome. Aucune question ne peut rester sans réponse. Une coopération ouverte avec les autorités en charge de l'enquête et les médias est considérée comme allant de soi. En outre, toutes les organisations partenaires, ainsi que Caritas République centrafricaine et la Confédération mondiale Caritas Internationalis, doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger et prendre en charge les victimes et pour enquêter immédiatement sur toute preuve de nouveaux abus, en étroite collaboration avec les autorités compétentes.

Il est également important que le réseau mondial de Caritas surveille constamment la mise en œuvre de ses directives révisées de 2018 sur la prévention des abus sexuels et aide les organisations Caritas à mettre en œuvre ces directives dans tous les domaines et ce le plus rapidement possible. Si des faiblesses dans les lignes directrices sont identifiées, par exemple en ce qui concerne les standards de recrutement, elles doivent être clarifiées de manière urgente.

### **Comment la Confédération mondiale Caritas Internationalis réagit-elle à ces accusations ?**

La Confédération mondiale Caritas a envoyé un enquêteur indépendant de la JRR (Justice Rapid Response) en République centrafricaine. Soutenu par un membre du personnel de Caritas Internationalis qui connaît bien le sujet, il enquêtera sur les dernières accusations. Il transmettra ses conclusions à la Conférence épiscopale, qui a déjà ouvert une enquête sur ces incidents. En outre, une enquête indépendante sur les processus internes des organisations Caritas à différents niveaux a été demandée afin de clarifier la question de savoir comment le prêtre salésien déjà condamné a pu, malgré ses antécédents, accéder à une telle charge et y rester si longtemps.

### **Que fait Caritas Luxembourg pour prévenir les abus en général ?**

Il y a 6 ans, Caritas Luxembourg, en collaboration avec 4 autres organisations au Luxembourg, a mis en place le "Dispositif Bientraitance", qui peut être contacté par toute personne qui constate une mauvaise conduite en rapport avec les activités ou projets de Caritas Luxembourg. Les informateurs sont protégés par des lignes directrices sur la façon de traiter les signalements.

Tous les collaborateurs de Caritas Luxembourg passent obligatoirement par une formation à la bientraitance, la même formation est offerte aux bénévoles. La bientraitance est

régulièrement abordée dans les réunions de la gouvernance et de la direction de Caritas Luxembourg.

### **Comment la Confédération mondiale Caritas Internationalis et les différentes organisations membres sont-elles impliquées dans la lutte contre les abus ?**

Les directives pour la protection des enfants et des adultes vulnérables contre les abus ont été renforcées par la Confédération mondiale Caritas en 2018. En conséquence de la politique de protection des enfants et des adultes vulnérables de Caritas Internationalis, un système mondial de gestion des plaintes a été mis en place. Depuis janvier 2018, de plus en plus de formations sur ce sujet ont été organisées dans le monde entier. Celles-ci sont organisées et réalisées par diverses associations membres de Caritas : CAFOD (Caritas Angleterre et Pays de Galles), Trócaire (Caritas Irlande), CRS (Caritas USA), Caritas Australie et Caritas Autriche, avec lesquelles Caritas Luxembourg collabore également.

A ce jour, de nombreuses organisations Caritas ont reçu une telle formation, tant au niveau national (par ex. Jordanie, Irak, Inde, RD Congo, Ouganda, Ukraine, Serbie) qu'au niveau diocésain (par ex. diocèses du Kenya, Ouganda, Nigeria). D'autres organisations Caritas ont organisé des formations internes, notamment Caritas Nigeria, Caritas Colombie, Caritas Liban. En juillet 2019, plus de 1 600 personnes avaient participé à ces formations, qui se poursuivent dans le monde entier.

Les organisations Caritas se sont également donné des propres codes de conduite. Ces codes concernent à la fois les collaborateurs des partenaires locaux et nos propres collaborateurs.

Le cas actuel montre que les récentes mesures du réseau mondial Caritas ne suffisent pas encore ou ne sont pas suffisamment contraignantes. Caritas Luxembourg insiste donc pour que les instruments existants pour la protection des enfants et des autres groupes vulnérables soient mis en œuvre aussi rapidement que possible de manière étendue et, si nécessaire, renforcés. En outre, il est nécessaire d'avoir à l'avenir des procédures efficaces qui empêchent les délinquants sexuels condamnés d'accéder à un poste au sein du réseau mondial de Caritas ou auprès d'un partenaire local.